

Bordeaux, 29 avril 2019

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GROUPE ACTIPLAY SA relatifs à l'exercice clos 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 1.2 « Evènements postérieurs à la clôture » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre société présente à l'actif de son bilan des immobilisations incorporelles d'une valeur de 2 987 609 euros telles que décrites aux pages 13, 14 et 15 de l'annexe. La méthode de valorisation de ces immobilisations est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 2 de l'annexe. Conformément à la norme d'exercice professionnel relative aux estimations comptables et dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3

et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime

suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AUCENTUR
Commissaire aux comptes

Laurence VERSAILLE
Commissaire aux comptes, inscrite sur la liste
nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC de Bordeaux

Bilan Actif

Document soumis
au commissaire aux
comptes

31/12/2018

31/12/2017

Etat exprimé en euros

| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
|--|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | 312 491 |
| | Frais de développement | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | 1 392 591 | 1 254 881 | 137 710 | 312 491 |
| | Fonds commercial (1) | 5 505 496 | 4 305 496 | 1 200 000 | 2 673 394 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 1 649 899 | | 1 649 899 | 3 178 479 |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 505 932 | 432 762 | 73 170 | 93 537 |
| | Immobilisations en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | 129 389 | 96 602 | 32 787 | 129 390 | |
| Créances rattachées à des participations | 968 063 | 340 000 | 628 063 | 695 746 | |
| Autres titres immobilisés | 8 500 | | 8 500 | 8 500 | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 129 000 | | 129 000 | 133 350 | |
| | TOTAL (II) | 10 288 870 | 6 429 740 | 3 859 129 | 7 224 887 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | 163 972 | | 163 972 | 194 683 |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | 1 516 | | 1 516 | 960 |
| | CREANCES (3) | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 641 784 | 385 249 | 1 256 536 | 2 844 718 | |
| Autres créances | 920 835 | | 920 835 | 1 036 316 | |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 30 182 | 15 064 | 15 118 | 391 379 | |
| DISPONIBILITES | 870 095 | | 870 095 | 1 523 596 | |
| COMPTES DE REGULARISATION | Charges constatées d'avance | 58 887 | | 58 887 | 128 733 |
| | TOTAL (III) | 3 687 271 | 400 313 | 3 286 958 | 6 120 386 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (VI) | 95 532 | | 95 532 | 58 527 | |
| | TOTAL ACTIF (I à VI) | 14 071 672 | 6 830 053 | 7 241 619 | 13 403 801 |

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

628 063

695 746

(3) dont créances à plus d'un an

524 241

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

31/12/2017

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

| | | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|--|------------------|-------------------|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 662 718 | 662 718 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 12 630 353 | 12 630 353 |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | RESERVES | | |
| | Réserve légale | 66 272 | 66 272 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 4 794 874 | 4 794 874 |
| | Report à nouveau | (14 513 764) | (4 487 171) |
| | Résultat de l'exercice | (4 371 735) | (10 026 592) |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | 15 177 | |
| | Total des capitaux propres | (731 282) | 3 655 630 |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | Total des autres fonds propres | | |
| Provisions | Provisions pour risques | 147 142 | 108 779 |
| | Provisions pour charges | | |
| | Total des provisions | 147 142 | 108 779 |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | 3 070 396 | 3 069 878 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 35 933 | 177 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 873 998 | 5 349 901 |
| | Dettes fiscales et sociales | 799 967 | 1 117 920 |
| | DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | 24 696 | 11 406 | |
| Produits constatés d'avance (1) | 20 770 | 90 110 | |
| | Total des dettes | 7 825 760 | 9 639 392 |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | TOTAL PASSIF | 7 241 619 | 13 403 801 |
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | (4 371 735,19) | (10 026 592,13) |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 1 758 928 | 2 633 260 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | 1 646 | 1 128 |

Compte de Résultat

| | | 31/12/2018 | | 31/12/2017 | |
|---|---|--------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | | 12 mois | %CA | 12 mois | %CA |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | 403 831 | 10,45 | 1 446 907 | 18,21 |
| | Production vendue (Biens) | (51) | | 39 288 | 0,49 |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 3 462 138 | 89,56 | 6 458 540 | 81,29 |
| | Montant net du chiffre d'affaires | 3 865 917 | 100,00 | 7 944 735 | 100,00 |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | 78 687 | 2,04 | 27 937 | 0,35 |
| | Subventions d'exploitation | 19 934 | 0,52 | 51 991 | 0,65 |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | 74 932 | 1,94 | 9 924 | 0,12 |
| Autres produits | 12 015 | 0,31 | 8 242 | 0,10 | |
| | Total des produits d'exploitation | 4 051 486 | 104,80 | 8 042 829 | 101,23 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | 73 986 | 1,91 | 108 868 | 1,37 |
| | Variation de stock | 22 056 | 0,57 | 166 462 | 2,10 |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | 80 113 | 2,07 | 91 918 | 1,16 |
| | Variation de stock | | | | |
| | Autres achats et charges externes | 2 920 578 | 75,55 | 5 993 606 | 75,44 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 46 436 | 1,20 | 76 002 | 0,96 |
| | Salaires et traitements | 1 306 635 | 33,80 | 1 852 972 | 23,32 |
| | Charges sociales du personnel | 488 719 | 12,64 | 688 588 | 8,67 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 379 244 | 9,81 | 783 590 | 9,86 |
| Autres charges | 79 970 | 2,07 | 134 646 | 1,69 | |
| | Total des charges d'exploitation | 5 397 736 | 139,62 | 9 896 650 | 124,57 |
| | RES ULTAT D'EXPLOITATION | (1 346 250) | -34,82 | (1 853 822) | -23,33 |
| PRODUITS FINANCIERS | Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| | De participations (3) | | | 3 398 | 0,04 |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) | | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (3) | 658 939 | 17,04 | 23 427 | 0,29 |
| | Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges | | | | |
| | Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| | Total des produits financiers | 658 939 | 17,04 | 26 825 | 0,34 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 101 272 | 2,62 | 733 | 0,01 |
| | Intérêts et charges assimilées (4) | 39 | | 63 179 | 0,80 |
| | Différences négatives de change | | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Total des charges financières | 101 311 | 2,62 | 63 912 | 0,80 |
| | RESULTAT FINANCIER | 557 628 | 14,42 | (37 087) | -0,47 |
| | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | (788 622) | -20,40 | (1 890 909) | -23,80 |
| | Total des produits exceptionnels | 17 919 | 0,46 | 602 258 | 7,58 |
| | Total des charges exceptionnelles | 3 601 033 | 93,15 | 8 737 942 | 109,98 |
| | RESULTAT EXCEPTIONNEL | (3 583 114) | -92,68 | (8 135 683) | -102,40 |
| | PARTICIPATION DES SALAIRES | | | | |
| | IMPOTS SUR LES BENEFICES | | | | |
| | TOTAL DES PRODUITS | 4 728 344 | 122,31 | 8 671 912 | 109,15 |
| | TOTAL DES CHARGES | 9 100 079 | 235,39 | 18 698 504 | 235,36 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE | (4 371 735) | -113,08 | (10 026 592) | -126,20 |

Document soumis au commissaire aux comptes

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Annexe des comptes annuels

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis au contrôle
de la Commission aux comptes

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 7 241 619 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -4 371 735 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 03/04/2019.

1. Référentiel comptable

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC N°2014-03 à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1.1. Faits caractéristiques de l'exercice

La société Groupe Actiplay a réalisé une TUP sur la société TELAXO au 1^{er} juillet 2018.

La société Groupe Actiplay avait demandé et obtenu une procédure de sauvegarde en date du 5 juillet 2017. La sortie anticipée de la procédure de sauvegarde a été acceptée le 16 mai 2018 et le plan de sauvegarde a été arrêté sur une durée de 96 mois.

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

La société Groupe Actiplay a réalisé une TUP sur la société KENSINGTON SQUARE au 7 février 2019.

La société Groupe Actiplay a été placée le 24 avril 2019 en procédure de redressement judiciaire par le Tribunal de Commerce de Bordeaux afin d'accompagner et faciliter sa reprise partielle ou totale.

1.3. Changements de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

2. Détail des postes du bilan et du compte de résultat

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

| | |
|--|-----------|
| - Logiciel | 1 à 5 ans |
| - Sites internet | 1 à 3 ans |
| - Jeux | 3 à 5 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 1 an |
| - Travaux d'aménagement | 1 à 9 ans |
| - AAI divers | 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 1 à 5 ans |
| - Mobilier | 3 à 5 ans |

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis au contrôle
de l'Commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)

2.2. Immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond :

- ° aux sites internet "jeux.com"
- ° à l'achat du fonds de commerce ACTIPLAY par la société ACTIPLAY MONTPELLIER le 05/12/2011.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous estimons que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Chaque année, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

Une dépréciation a été constaté pour un montant de 2 832 K€ au 31/12/2017. Elle a été porté à 4 305 K€ au 31/12/2018.

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 1 600 K€. Chaque année, un test de valeur est engagé et ces fichiers sont évalués par référence au revenu moyen par utilisateur(ARPU). Aucune perte de valeur n'est à constater à la clôture de l'exercice.

2.3. Immobilisations développées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par la SA GROUPE ACTIPLAY regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est affectuée à leur coût interne.

Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- faisabilité technique du projet;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à la vendre l'immobilisation incorporelle;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève à 186 K€.

2.4. Tableau des immobilisations et amortissements

Cf page 13 et 14

2.5. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du "dernier prix d'achat connu"

2.6. Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.7. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.8. Tableau des créances et dettes par échéance

Cf page 16

2.9. Capital

Le capital social se compose de 3 313 592 actions.

2.10. Engagements de retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

soumis au contrôle
Commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

99-02, pour un montant total au 31/12/2018 de 78 241 € charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- ° départ volontaire à l'âge de 67 ans
- ° progression des salaires de 2% par an
- ° rotation moyenne du personnel
- ° probabilité de survie à l'âge de la retraite
- ° taux d'actualisation de 1.57 %

2.11. Provisions

Les provisions pour risques s'élèvent à la clôture à 147 142 € dont 32 610 € au titre des stocks cadeaux, 95 532 € au titre de la perte de change et 19 000 € au titre d'un prud'homme en cours.

2.12. Tableau des emprunts

Cf page 17

3. Etat des sûretés réelles accordées en garantie

Néant

4. Engagement hors bilan donnés et reçus

Dans le cadre du financement de l'acquisition du site Jeux.com, les emprunts ont été couverts par les garanties suivantes :

- Emprunt BPI France (ex OSEO) de 1 100 K€ :
- ° retenue de garantie versée de 55 K€ remboursable à la fin du contrat
- ° contrat d'assurance décès-invalidité de Julien PARROU au profit de BPI France (ex OSEO) pour 1 100 K€

Au 31/12/2018, le montant restant dû à la BPI couvert par ces garanties est de 165 K€ .

5. Autres informations

La société ACTIPLAY est la société mère d'un groupe consolidé regroupant 4 sociétés.

Règles et Méthodes Comptables

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

5.1. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 39 763 €

5.2. Membres des organes d'administration et de direction

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

5.3. Partie liées

Les seules parties liées sont des filiales détenues à 100% et donc aucune information n'est à mentionner à ce titre.

5.4. Effectif moyen DIF

L'effectif moyen du personnel est de 26 salariés.

5.5. Comptabilisation, présentation du CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous-compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

- Diminution des charges de personnel d'un montant de 38 617 € euros pour la période du 01/01/2018 au 31/12/2018
- Comptabilisation d'une créance sur l'Etat pour ce même montant

L'utilisation du CICE par la société est conforme à l'article 244 quater du CGI.

ANNEXE - Elément 2

Immobilisations

Document soumis au contrôle
des commissaires aux comptes

Etat exprimé en euros

| | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2018 |
|---|---------------------------------------|--------------------------|----------------|-------------|------------------|------------------------------------|
| | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| Autres | 9 986 131 | | 270 634 | | 1 708 779 | 8 547 986 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 9 986 131 | | 270 634 | | 1 708 779 | 8 547 986 |
| CORPORELLES | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement | | | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | | | |
| Instal., agencement, aménagement divers | 172 374 | | | | | 172 374 |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Matériel de bureau, mobilier | 316 867 | | 16 991 | | 300 | 333 558 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 489 241 | | 16 991 | | 300 | 505 932 |
| FINANCIERES | | | | | | |
| Participations évaluées en équivalence | | | | | | |
| Autres participations | 4 809 695 | | | | 3 712 243 | 1 097 452 |
| Autres titres immobilisés | 8 500 | | | | | 8 500 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 133 350 | | 650 | | 5 000 | 129 000 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 4 951 545 | | 650 | | 3 717 243 | 1 234 952 |
| TOTAL | 15 426 917 | | 288 274 | | 5 426 322 | 10 288 870 |

ANNEXE - Elément 3

Amortissements

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

| | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2018 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|--------------|------------------------------------|
| | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Autres | 989 665 | 272 050 | 6 834 | 1 254 881 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 989 665 | 272 050 | 6 834 | 1 254 881 |
| CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | |
| Autres Instal, agencement, aménagement divers | 98 128 | 12 962 | | 111 091 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, mobilier | 297 576 | 24 395 | 300 | 321 671 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 395 704 | 37 357 | 300 | 432 762 |
| TOTAL | 1 385 369 | 309 408 | 7 134 | 1 687 643 |

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

| | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------------------|---|
| | Différentiel de durée et autre | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée et autre | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| | | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB INCORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag. | | | | | | | |
| Instal. technique matériel outillage industriels | | | | | | | |
| Instal générales Agenct aménagt divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | | | | | |
| Emballages récupérables, divers | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB CORPORELLES | | | | | | | |
| Frais d'acquisition de titres de participation | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL NON VENTILE | | | | | | | |

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2018 |
|---|--|------------------|---------------------------------|----------------------|------------------|
| PROVISIONS REGLEMEENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | | | | |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | 15 177 | 8 | 15 185 | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMEENTEES | 15 177 | 8 | 15 185 | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | 31 252 | 6 032 | 4 674 | 32 610 |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | |
| | Pour pertes de change | 58 527 | 95 532 | 58 527 | 95 532 |
| | Pour pensions et obligations similaires | | | | |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres | 19 000 | | | 19 000 | |
| | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 108 779 | 101 564 | 63 202 | 147 142 |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | Sur immobilisations | 2 832 102 | 1 473 394 | | 4 305 496 |
| | incorporelles | | | | |
| | corporelles | | | | |
| | des titres mis en équivalence | | | | |
| | titres de participation | 3 984 559 | 96 602 | 3 644 559 | 436 602 |
| | autres immo. financières | | | | |
| Sur stocks et en-cours | 93 637 | 297 857 | 6 246 | 385 249 | |
| Sur comptes clients | | | | | |
| Autres | 10 394 | 4 670 | | 15 064 | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | 6 920 691 | 1 872 524 | 3 650 805 | 5 142 410 |
| TOTAL GENERAL | | 7 044 648 | 1 974 095 | 3 729 191 | 5 289 552 |
| Dont dotations et reprises | <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | 144 421 101 272 1 728 402 | 69 447 15 185 | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I. | | | | | |

ANNEXE - Elément 5

Créances et Dettes

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

| Etat exprimé en euros | | 31/12/2018 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|------------------|------------------|----------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | 968 063 | 968 063 | |
| | Prêts (1) (2) | | | |
| | Autres immobilisations financières | 129 000 | | 129 000 |
| | Clients douteux ou litigieux | 524 241 | | 524 241 |
| | Autres créances clients | 1 117 544 | 1 117 544 | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 567 | 567 | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 2 215 | 2 215 | |
| | Impôts sur les bénéfices | 43 672 | 43 672 | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 510 588 | 510 588 | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 14 370 | 14 370 | |
| | Groupe et associés (2) | | | |
| | Débiteurs divers | 349 424 | 349 424 | |
| | Charges constatées d'avances | 58 887 | 58 887 | |
| | TOTAL DES CREANCES | 3 718 568 | 3 065 328 | 653 241 |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| (1) Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| | | 31/12/2018 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles (1) | | | | |
| | Autres emprunts obligataires (1) | | | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1) | 1 646 | 1 646 | | |
| | Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1) | 3 068 750 | 61 384 | 1 319 752 | 1 687 614 |
| | Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | 35 755 | | 35 755 | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 3 873 998 | 1 174 113 | 902 238 | 1 797 647 |
| | Personnel et comptes rattachés | 90 103 | 90 103 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 368 752 | 124 156 | 48 033 | 196 563 |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | 284 326 | 237 146 | 20 701 | 26 479 |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 56 786 | 24 736 | | 32 050 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Groupe et associés (2) | 177 | 177 | | |
| | Autres dettes | 24 696 | 24 696 | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | | |
| Produits constatés d'avance | 20 770 | 20 770 | | | |
| | TOTAL DES DETTES | 7 825 760 | 1 758 928 | 2 326 479 | 3 740 353 |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| (1) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| (2) Emprunts dettes associés (personnes physiques) | 177 | | | | |

TABLEAU DES EMPRUNTS

| DESIGNATION DES EMPRUNTS | MONTANT D'ORIGINE | Taux | Organisme financeur | ECHEANCES | | MONTANT AU BILAN D'OUVERTURE | EMPRUNTS NOUVEAUX | REMBOUR- SEMENTS DE L'EXERCICE | MONTANT AU BILAN DE CLOTURE | MOINS D'UN AN | PLUS D'UN AN MOINS DE CINQ ANS | PLUS DE CINQ ANS |
|------------------------------------|----------------------|-------|---------------------|-----------|-------|------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|------------------|--------------------------------------|------------------------|
| | | | | DEBUT | FIN | | | | | | | |
| SA GCM | 300 000,00 | 0,55% | CIC | 09/15 | 08/18 | 117 255,12 | | | 117 255,12 | 2 353,18 | 50 593,31 | 64 308,63 |
| SA GCM | 1 100 000,00 | 3,39% | OSEO | 04/11 | 01/18 | 165 000,00 | | | 165 000,00 | 3 300,00 | 70 950,00 | 90 750,00 |
| SA GCM | 100 000,00 | 0,00% | BPI | 08/13 | 03/17 | 20 000,00 | | | 20 000,00 | 400,00 | 8 600,00 | 11 000,00 |
| SA GCM | 570 000,00 | 0,85% | BPI | 04/15 | 03/20 | 316 494,57 | | | 316 494,57 | 6 330,64 | 136 108,73 | 174 055,20 |
| SA GCM | 3 000 000,00 | 1,50% | Crédit Lyonnais | 07/14 | 07/21 | 2 450 000,00 | | | 2 450 000,00 | 49 000,00 | 1 053 500,00 | 1 347 500,00 |
| COMPTES RATTACHES..... | | | | | | | | | | | | |
| VALEUR AU BILAN AU 31/12/2018..... | | | | | | 3 068 749,69 | 0,00 | 0,00 | 3 068 749,69 | 61 383,82 | 1 319 752,04 | 1 687 613,83 |

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2018

| Total des Produits à recevoir | | 603 523 |
|---------------------------------------|---------|----------------|
| Autres créances clients | | 224 977 |
| <i>CLIENTS FAE KENSINGTON</i> | 653 | |
| <i>CLIENTS FAE CANADA</i> | 1 190 | |
| <i>CLIENTS FAE ITALIE</i> | 16 517 | |
| <i>CLIENTS FAE</i> | 206 617 | |
| Autres créances | | 378 546 |
| <i>AVOIRS S/FACT A RECEVOIR</i> | 35 740 | |
| <i>AVOIRS A RECEVOIR SAUVEGARDE</i> | 394 | |
| <i>AVOIRS A RECEVOIR CH VARIABLES</i> | 6 786 | |
| <i>AV A RECEVOIR CH VAR SAUVEGARD</i> | 306 064 | |
| <i>ORGA SOCIAUX RBT A REC</i> | 2 015 | |
| <i>ETAT PRODUITS A RECEVOIR</i> | 14 370 | |
| <i>INTERETS COUR. A RECEVOIR</i> | 13 178 | |

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2018

| Total des Charges à payer | | 767 337 |
|---|---------|----------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 1 645 |
| <i>AGIOS COURUS A PAYER</i> | 1 645 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 549 270 |
| <i>FNP CH VARIABLES SAUVEGARDE</i> | 164 422 | |
| <i>FNP CHARGES VARIABLES</i> | 138 773 | |
| <i>FOURNIS FNP CHARGES CANADA</i> | 17 563 | |
| <i>FRS FNP KENSINGTON SAUVEGARDE</i> | 676 | |
| <i>FNP CHARGES FIXES</i> | 218 446 | |
| <i>FNP CHARGES FIXES SAUVEGARDE</i> | 7 000 | |
| <i>FRS FACT.NON PARVE.TELAXO</i> | 2 390 | |
| Dettes fiscales et sociales | | 215 531 |
| <i>CONGES A PAYER</i> | 74 737 | |
| <i>PROV PRIMES S/SALAIRES</i> | 14 920 | |
| <i>ORG.SOC. CH/CONGES A PAY.</i> | 33 632 | |
| <i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i> | 17 616 | |
| <i>ORG.SOC.SAUVEGARDE</i> | 17 841 | |
| <i>ETAT CVAE-CFE SAUVEGARDE</i> | 27 456 | |
| <i>CAP TAXE APPRENTISSAGE</i> | 8 814 | |
| <i>CAP TAXE APPRENTISSAGE TELAXO</i> | 206 | |
| <i>CAP FAFIEC</i> | 13 698 | |
| <i>CAP ADESATT</i> | 267 | |
| <i>CAP FONGECIF</i> | 152 | |
| <i>CAP FAFIEC TELAXO</i> | 174 | |
| <i>CAP ADESATT TELAXO</i> | 6 | |
| <i>CAP EFFORT DE CONSTRUCTION</i> | 6 014 | |
| Autres dettes | | 890 |
| <i>CLIENTS AVOIRS A ETABLIR</i> | 890 | |

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

Document soumis au contrôle
de la Commission aux comptes

| Etat exprimé en euros | Période | Montants | 31/12/2018 |
|--|---------|----------|---------------|
| Charges constatées d'avance - EXPLOITATION | | | 58 887 |
| CCA CHARGES FIXES | | 54 895 | |
| CCA CHARGES VARIABLES | | 3 991 | |
| Charges constatées d'avance - FINANCIERES | | | |
| Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES | | | |
| TOTAL | | | 58 887 |

| |
|--|
| |
|--|

ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

| Etat exprimé en euros | Période | Montants | 31/12/2018 |
|--|---------|----------|---------------|
| Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PRODUITS CONSTATES D AVANCE | | 20 770 | 20 770 |
| Produits constatés d'avance - FINANCIERS | | | |
| Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS | | | |
| TOTAL | | | 20 770 |

| |
|--|
| |
|--|

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

| | 31/12/2018 | Nombre | Val. Nominale | Montant |
|---------------------------------|---|---------------------|---------------|-------------------|
| ACTIONS / PARTS SOCIALES | Du capital social début exercice | 3 313 592,00 | 0,2000 | 662 718,40 |
| | Emises pendant l'exercice | | 0,0000 | |
| | Remboursées pendant l'exercice | | 0,0000 | |
| | Du capital social fin d'exercice | 3 313 592,00 | 0,2000 | 662 718,40 |

| |
|--|
| |
|--|

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles
la société a un lien
de participation

| | | |
|---|---------|--|
| Actif immobilisé | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations | | |
| Participations | 129 389 | |
| Créances rattachées à des participations | 968 063 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | |
| Actif circulant | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 166 807 | |
| Autres créances | | |
| Capital souscrit appelé, non versé | | |
| Dettes | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 32 252 | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | |
| Produits financiers | | |
| Produits de participations | | |
| Autres produits financiers | | |
| Charges financières | | |
| Charges financières | | |
| Autres éléments | | |

